

# **Manifestation du 6 décembre : il faudra des luttes d'ensemble pour changer le rapport de force avec patrons, capitalistes et gouvernements.**

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Bruxelles lundi 6 décembre, à l'appel de la FGTB et de la CSC. Le cortège des manifestants était composé de syndicalistes et de travailleurs des TEC, de la STIB, de Lidl, de l'industrie, des titres services, d'enseignants et de jeunes travailleurs qui entendaient dénoncer la précarité qui se généralise.

Le problème du pouvoir d'achat est dans toutes les têtes, avec une inflation en Belgique à 7% pour le mois de novembre, selon les calculs de l'administration européenne.

Beaucoup de manifestants étaient conscients qu'une seule manifestation ne pouvait résoudre le problème, mais « ne pas manifester serait pire » face aux patrons et aux gouvernements. En effet. D'autant que le patronat mène désormais campagne contre l'indexation des salaires sous prétexte, selon la FEB, « qu'elle met en danger la compétitivité des entreprises ». Le patronat sait que l'inflation est un moyen facile et anonyme de baisser les salaires des travailleurs... tout en augmentant les prix et donc les bénéfices.

Aux préoccupations sur les augmentations des prix s'ajoutent bien d'autres causes d'inquiétude : la gestion chaotique de la pandémie, l'absence d'avenir pour les jeunes et aussi la montée de l'extrême droite, comme le confirme encore la campagne électorale en France.

Dans leurs discours, les dirigeants syndicaux réclament « *la suppression de la loi de 1996 pour retrouver la liberté de négocier des augmentations salariales là où c'est possible* ». Mais même dans les secteurs comme le pharmaceutique, la chimie, l'industrie, la distribution, où les bénéfices ont augmenté malgré la pandémie, les patrons refusent d'augmenter les salaires. Bien plus : ils licencient

les travailleurs âgés pour les remplacer par des intérimaires moins payés, ils abusent du recours au chômage sous divers prétextes puis imposent des heures supplémentaires et des week-end travaillés sans supplément. Les salaires s'érodent de tous côtés, les périodes chômées augmentent encore les impôts payés par les travailleurs. De nombreuses entreprises suppriment désormais les primes annuelles, comme la CCT 90, ... tout en augmentant les dividendes versés aux actionnaires.

Les conditions de vie et de travail se sont encore brusquement dégradées ces derniers mois, et pourtant, malgré l'inquiétude qui se généralise, la mobilisation des travailleurs reste difficile. Mais les spéculateurs, les actionnaires, les gouvernements sont bien décidés à faire payer le chaos de l'économie capitaliste à la classe ouvrière. Ce sont eux qui provoqueront, tôt ou tard, des explosions sociales.

Il faudra que ces explosions mettent en avant la défense des intérêts de la classe ouvrière, de tous ces travailleurs essentiels qui ont en commun le besoin d'un salaire et d'un emploi pour mener une existence digne. Et toutes les femmes et les hommes qui prennent conscience de cette nécessité doivent s'appuyer sur toutes les mobilisations, même limitées, pour pouvoir y entraîner leurs camarades.